

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET
DES CONDITIONS DE TRAVAIL
DU 5 SEPTEMBRE 2012**

A l'initiative de son Président, M. Yves SAINT-GEOURS, directeur général de l'administration et de la modernisation, le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail s'est réuni le mercredi 5 septembre 2012, en Chambre du Roi à l'Hôtel du ministre.

Etaient présents :

1 - Représentants de l'administration

M. Yves SAINT-GEOURS, directeur général de l'administration et de la modernisation, Président.
M. Jean-Claude POIMBOEUF, directeur des ressources humaines

2 - Représentants du personnel

Mme Raphaëlle LIJOUR, CFDT
Mme Martine CHAUSSIN, CFDT
Mme Anne COLOMB, CFDT
M. Antoine DERR, CFDT
M. Daniel VAZEILLE, CGT
Mme Annick BOUJOT et Mme Cécile DEGIOANNINI, experts CGT
Mme Christiane GROS, ASAM-UNSA
Mme Elisabeth SROUSSI, ASAM-UNSA

3 - Experts de l'administration

Mme Colette LE BARON, chef de la Mission pour l'Action sociale
M. Gilles THIBAULT, adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique, sous-directeur des services centraux et de la logistique
Docteur Olivier VERGELY, médecin de prévention
M. Etienne CARDILES, inspecteur santé et sécurité au travail
M. Alexandre KEITCHEWSKY, chef de projet pour l'élaboration du plan de prévention des risques psycho-sociaux
M. Eric PASQUEL, Service central des achats
M. Pascal LEMAIRE, département de la formation (stages spécialisés)

Le Président, constatant que le quorum est atteint, ouvre les travaux à 14 h 30.

1 – DESIGNATION DU SECRETAIRE ET DU SECRETAIRE ADJOINT DE SEANCE

Le Président désigne, conformément au règlement intérieur, Mme Colette Le Baron, chef de la MAS, comme secrétaire ; les représentants du personnel s'accordent pour confier la charge de secrétaire adjoint à Mme Elisabeth SROUSSI, de l'ASAM-UNSA.

2 – APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

La CGT demande et obtient l'ajout d'un point en « Questions diverses » concernant les logements de fonction en poste, alertée par un agent occupant un logement insalubre depuis plusieurs mois.

3 – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 11 AVRIL 2012

La CGT se félicite de la rédaction rapide du PV, qui est approuvé.

4 – APPROBATION DE PLUSIEURS TEXTES

4.1. Textes portant dérogation à la durée du travail et de repos des agents du CDC

La CGT demande un vote sur ce point : 6 représentants du personnel votent pour (ASAM UNSA et CFDT), 1 s'abstient (CGT).

4.2. Nouveau Règlement intérieur du CHSCT

Il est également procédé à un vote : 6 représentants du personnel votent pour (ASAM UNSA et CFDT), 1 s'abstient (CGT).

La CGT rappelle que lors du CHSCT du 12 décembre 2011, elle avait demandé la constitution d'un groupe de travail afin de prendre en compte les nouvelles modalités introduites par le nouveau décret du 28 juin 2011 et l'accord du 20 novembre 2009. Elle constate qu'une seule réunion s'est tenue à propos du règlement intérieur du CHSCT et sollicite la réouverture de ce groupe de travail. Outre le fait qu'elle souhaite y voir abordé la nouvelle architecture des CHSCT (En administration centrale et dans les postes), elle souhaite aussi évoquer le rôle des assistants et conseillers de prévention et rappelle les obligations de l'administration à propos des lettres de cadrage et de la formation initiale de ceux-ci.

Elle regrette par ailleurs qu'aucun assistant et conseiller de prévention ne soit présent au CHSCT, contrairement à la réglementation en vigueur.

La CGT rappelle par ailleurs que, contrairement à ce que prévoient l'accord sur la santé au travail signé par les organisations syndicales le 20 novembre 2009, et l'article 8 du décret n° 2011-774 du 28 juin 2011, l'inspecteur santé et sécurité au travail (ISST) n'est toujours pas rattaché à l'Inspection générale. Aussi demande-t-elle l'application de cet article du décret au ministère des Affaires étrangères afin de garantir l'indépendance de l'ISST.

Le Président avoue s'être interrogé sur les raisons de ce rattachement à l'Inspection générale, au-delà de garantir de l'indépendance de l'ISST ; le meilleur système étant de toute manière celui de l'efficacité.

5- SANTE

5.1. – Informatisation du service de médecine de prévention : avancée du projet

Le Docteur estime le projet bien parti, et explique que l'appel d'offre se clôt le 7 septembre, deux sociétés s'étant manifestées. Sa préférence va au logiciel « Preventiel », celui-ci récupérant plus facilement les données et étant modulaire, c'est-à-dire comprenant un ensemble plus vaste de logiciels (accidents du travail...), pouvant être utilisés par la suite pour une plate-forme plus globale.

Selon la chef de la MAS, le logiciel devrait être opérationnel à la fin de cette année.

La CGT s'interroge, si la société VAL Solutions est choisie, sur les modules choisis en dehors de la médecine de prévention, et sur l'identité de ceux qui s'en serviront. Elle s'inquiète en effet de la circulation de données sensibles.

A la chef de la MAS indiquant que seuls seront traités, dans une 1^{ère} étape, les dossiers de médecine de prévention, et ceci pour des raisons budgétaires. La CGT rappelle que la CNIL devrait être saisie sur l'accès des documents confidentiels en cas d'extension à d'autres logiciels.

La CFDT se réjouit de l'avancée de l'informatisation de la médecine de prévention, qu'elle demande depuis plusieurs années déjà.

Sur le bilan d'activité de la médecine de prévention, le Docteur explique n'avoir pas constaté de grande variation sur le nombre d'agents ayant consulté, et que la part consacrée à l'expatriation concerne les 2/3 de l'activité. Il note par ailleurs l'intérêt du dosage systématique de la TSH dans les examens sanguins, ayant permis de repérer des dysfonctionnements chez plusieurs patients. Il se félicite par ailleurs de l'arrivée d'un nouvel infirmier dans son service.

5.2. – Evaluation et prévention des problèmes de santé liés aux risques psychosociaux : état de la réflexion sur cette question

Le chef de projet pour l'élaboration du plan de prévention des risques psycho-sociaux estime que le Groupe de travail a avancé, et qu'un plan de prévention devrait être finalisé à la fin de l'année, pour une adoption par le prochain CHSCT. Il annonce que le projet de plan sera diffusé dans les prochains jours.

La CGT s'interroge sur l'articulation entre le plan de prévention issu du groupe de travail RPS et la nécessaire transcription du diagnostic RPS dans le document unique, conformément aux exigences des textes réglementaires et à l'accord santé au travail du 20 novembre 2009.

Elle ajoute que le groupe de travail sur les risques psycho-sociaux ne saurait se substituer au CHSCT dans ses activités, les RPS étant un sujet complexe et douloureux et d'une actualité patente dans la Fonction publique, compte tenu des réformes successives de l'Etat, des restructurations des services et des suppressions de poste.

Le Président indique que le plan de prévention sera bien discuté au prochain CHSCT, et qu'il s'agit pour l'instant de montrer l'avancée de la réflexion sur ce point.

La CFDT rappelle que l'inclusion des RPS dans le Document Unique ne peut résulter d'un choix qui aurait été décidé par l'administration, mais que l'inclusion des RPS dans le document unique résulte d'une obligation prescrite par la réglementation en vigueur. Elle trouve par ailleurs légitime de discuter du plan de prévention au sein du CHSCT.

Au-delà du plan de prévention qui sera élaboré d'ici à la fin de l'année civile et qui constitue la première étape, la prévention des RPS s'inscrit dans un exercice pérenne. Ce plan a vocation à être évolutif et il est tout à fait justifié d'élaborer un baromètre de ces risques. La CFDT souhaite connaître le type d'enquête qui sera mené en ce sens.

Le chef de projet pour l'élaboration du plan répond que l'enquête ne s'effectuera pas par échantillon, mais site par site, pour disposer d'une cartographie globale. L'enquête ne sera mise en route qu'en décembre, et pourra évoluer au fur et à mesure des retours.

Pour la prise en compte des RPS dans le document unique, la CGT se réfère à la fiche n° 9 relative à « l'intégration des RPS dans le document unique » du guide méthodologique de la DGAFP, en rappelant que le groupe de travail s'appuie sur ce document, pour demander qu'un calendrier soit bâti en parallèle au plan de prévention afin de respecter le contenu de cette fiche. Dans cette perspective, elle demande aussi que les modèles existants, comme celui du ministère des Finances, soient étudiés..

La CGT exprime son scepticisme quant à la tenue du groupe de travail sur les risques psycho-sociaux en signalant autant le défaut de transmission des documents voire de l'ordre du jour dans les temps impartis que le contenu des comptes rendus ne reflétant pas les expressions de la CGT.

Elle demande, par ailleurs, le contenu des formations sur les RPS, et leur cadre. Elle rappelle que celles-ci doivent être soumises pour avis au CHSCT, et que les formations prévues pour les membres du CHSCT sont soumises aux organismes agréés.

Le représentant du département de la formation fait remarquer qu'il existe déjà des formations, mais que celles-ci manquent encore de visibilité. C'est pourquoi elles apparaissent plus clairement dans le guide de formation 2012.

Concernant les membres du CHSCT, des jours de formation, initiale ou de perfectionnement, sont prévus. L'organisme agréé sera choisi par appel d'offre simple. La formation initiale commence à la fin de l'année 2012, tandis que le perfectionnement est prévu selon les demandes du CHSCT, étant par ailleurs ouvert à tous les publics concernés (assistants sociaux, personnel médical, assistant/conseiller de prévention...).

L'identification des RPS, la gestion du stress, ou encore des modules de management d'équipe font partie de ces formations, et sont parfois intégrés à d'autres formations.

La CGT réaffirme sa demande de calendrier de réflexion sur l'architecture du CHSCT, souhaite la création de CHSCT locaux, et regrette l'absence de Document Unique en poste, réaffirmant son importance, au-delà de la simple gestion du stress, et son caractère réglementaire.

6 – HYGIENE ET SECURITE

6.1. - Document Unique à l'administration centrale : avancée du projet (remise du document provisoire)

L'ISST explique que le prestataire a remis le document de travail avec retard, et qu'il s'agit d'un document provisoire, qui est présenté aux organisations syndicales pour prendre en compte leurs demandes de modification.

Après avoir énuméré les différentes exigences requises par le Document Unique, l'ISST fait remarquer qu'il s'agit d'un document vivant, qui intégrera les nouveaux risques identifiés.

La CGT considère que la présentation des documents uniques aux organisations syndicales risque d'être un exercice difficile puisqu'ils sont partiellement obsolètes au regard des différents aménagements ayant modifié les paramètres des risques. Elle rappelle que la circulaire du 18 mai 2010 relative aux obligations des administrations en matière d'évaluation des risques professionnels, insiste autant sur les responsabilités des chefs de service en matière de prévention que sur leur nécessaire implication dans l'élaboration des documents uniques qui doit s'organiser dans le cadre d'une démarche pluridisciplinaire et demande si cette circulaire a été diffusée aux chefs de service pour les sensibiliser à ce sujet.

Par ailleurs, elle demande l'intégration des risques d'ambiance ainsi que des risques psycho-sociaux dans les documents uniques et regrette que le prestataire ait jugé que ces derniers ne rentraient pas dans son domaine de compétence.

La CFDT ajoute la nécessité d'une discussion au sein du CHSCT du plan de prévention des RPS, regrettant également que le choix de l'administration se soit porté sur un prestataire qui avait clairement indiqué qu'il n'avait pas la compétence requise pour traiter les RPS dans le document unique. La CFDT réaffirme la nécessité de traiter les RPS dans le document unique. Elle rappelle une fois encore que cela constitue pour l'administration une obligation à laquelle elle ne saurait se soustraire.

Le Président propose des rendez-vous réguliers avec les organisations syndicales pour discuter de l'évolution du Document Unique. Il souhaite que l'on trouve la bonne méthode pour faire évoluer la réflexion sur les RPS et reconnaît que ces derniers doivent faire partie du D.U. Le Président rend hommage à l'existence du groupe de travail sur les RPS.

A la CGT demandant qui sera chargé de l'actualisation du Document Unique, la chef de la MAS répond que l'ISST sera son coordinateur, assisté par les services de la MAS dont la médecine de prévention. Elle s'accorde également avec la CGT sur la nécessité de s'inspirer de modèles venant d'autres administrations.

Le Directeur des ressources humaines rapporte que le dialogue social en poste va s'élargir, en partenariat avec la Fonction publique, en se basant sur deux piliers : une instance consacrée aux situations individuelles des ADL ; un comité technique de proximité traitant des questions d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité. Les possibilités de formation feront partie de cette réflexion.

Le Président ajoute qu'une séance de présentation du Document Unique sera organisée par le prestataire, prenant en compte les perturbations physiques provoquées par l'arrivée d'une nouvelle ministre déléguée, ainsi que les RPS.

Au Président demandant un calendrier relatif à la lecture et aux amendements du Document Unique, la chef de la MAS propose un rendez-vous avec les organisations syndicales chaque troisième mercredi de chaque mois, d'ici la discussion du document au prochain CHSCT.

6.2. – Point d'étape semestriel de l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail

Pas de point particulier en dehors du 6.1.

6.3. – Travaux des Comités de Santé et Sécurité Spéciaux dans les postes à l'étranger pour le 1^{er} semestre 2012

La CGT constate que peu de comptes rendus des comités locaux sont communiqués au CHSCT central et que parmi ceux qui le sont, très peu respectent la réglementation (absence de représentants du personnel, omission de leurs interventions, non figuration des signatures obligatoires des représentants du personnel).

La CGT réitère sa demande d'inscrire un point sur l'architecture des CHSCT dans les postes à l'étranger au sein du groupe de travail et rappelle que des CHSCT de proximité au plus près des agents, doivent être mis en place. Elle rappelle la responsabilité de l'employeur en la matière d'obligation de résultats.

La CGT signale que les représentants du personnel et ceux de l'administration dans les postes à l'étranger doivent disposer d'une formation identique à celle des membres du CHSCT en administration centrale.

La CGT rappelle aussi l'obligation de réaliser les Documents Uniques dans les services de l'Etat à l'étranger. Elle évoque un projet de logiciel interministériel de réalisation de Documents Uniques et demande si cette piste ne pourrait pas de nouveau être invoquée.

6.4. – Registre Hygiène Santé et Sécurité

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique souhaite répondre à la question posée par courriel par la CFDT, au sujet de l'usure du tapis à l'entrée du Quai d'Orsay, et l'état de la moquette au 4^{ème} étage, annonçant que leur changement est prévu pour le mois de septembre, lorsque les travaux du rez de chaussée seront terminés.

La CFDT regrette que le registre soit méconnu par les agents, et souhaite une meilleure visibilité sur Diplonet. Elle s'interroge par ailleurs sur les suites données aux requêtes.

L'ISST répond qu'un rappel sur Diplonet est effectué chaque mois, et que de ce fait l'information de l'existence de ce registre est remontée dans les onglets pour une meilleure visibilité. Par ailleurs, c'est souvent le service des immeubles qui met en œuvre les mesures.

La CGT relaie deux questions du registre, sur l'état des toilettes des conducteurs au Quai d'Orsay, et le défaut d'aération d'un bureau dans la Halle de Convention.

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique répond que les travaux dans les toilettes vont être effectués à l'automne. Concernant la Halle, il explique qu'un contentieux est en cours avec la société de travaux, et que nous en saurons davantage à l'issue du contentieux.

La CGT demande si l'inspecteur santé et sécurité est compétent pour suivre les inscriptions au registre santé et sécurité émanant des postes à l'étranger.

Le Président répond que le Service commun de gestion est normalement en charge de ces questions. L'ISST ajoute être souvent sollicité depuis les postes.

Si la CGT se félicite de la mise en œuvre d'une politique d'information sur Diplonet à propos du registre de santé et sécurité au travail, elle remarque que la dématérialisation du registre est mal conçue car les inscriptions des dysfonctionnements et risques encourus ne sont pas sauvegardés. L'absence d'historique ne permet pas aux membres du CHSCT d'avoir une approche plus globale et les moyens de déceler des signalements récurrents. Par conséquent, la CGT demande que la dématérialisation du registre santé et sécurité au travail soit revue.

Elle signale que le décret du 28 juin 2011 stipule que le registre de santé et sécurité au travail soit tenu par les assistants et conseillers de prévention

Ce dernier répond que la dématérialisation avait été choisie pour une meilleure accessibilité. Il évoquera par ailleurs l'absence d'historique avec DSI.

A la CGT rappelant l'obligation des assistants/conseillers de prévention, le Président admet leur manque, et suggère de confier ce rôle aux chefs de site.

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique explique que les chefs de site font office, dans les faits, de conseillers de prévention ; cependant, la CGT rappelle que les accords du 20 novembre 2009 prévoyaient la création de ce type de poste.

7 – AMENAGEMENT DES SITES A L'ADMINISTRATION CENTRALE

7.1. – Etat de la situation relative aux déménagements de plusieurs services des sites du MAE en région parisienne.

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique rappelle le contexte difficile de ces derniers mois, suite à la nomination d'une quatrième ministre déléguée, ayant provoqué des mouvements inopinés et une situation de stress à gérer. Il estime que la situation est cependant aujourd'hui normalisée.

La CFDT regrette l'absence de dialogue et de communication auprès des organisations syndicales, estimant que ces mouvements ont provoqué certains traumatismes, des agents se retrouvant sans bureau à leur retour de congés. Par ailleurs, si le CHSCT local avait existé, il aurait pu être réuni à cette occasion.

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique admet en effet l'absence de concertation préalable, ayant dû également la subir. Il rappelle que ces mouvements ont retardé d'autres déménagements toujours d'actualité, tel que le regroupement de la MAS à Convention, ou encore le départ d'une certaine partie de la DRH à Nantes.

La CGT regrette à son tour l'absence de concertation lors des multiples déménagements qui ont eu lieu tout au long de l'année 2012 et qui ont impliqué des mouvements de personnel conséquent entre les sites parisiens. La CGT tient à souligner que le rôle des membres du CHSCT n'est pas de douter de la bonne volonté de l'administration sur « l'intégration des règles de prévention des risques professionnels lors des opérations de déménagements » mais d'être en mesure de vérifier et d'analyser si ces règles ont été observées ainsi que de faire des propositions en matière de prévention.

La CGT demande donc qu'un bilan global et précis de l'ensemble des déménagements au cours de l'année 2012 soit fourni au prochain CHSCT.

Elle souhaite aussi que les visites annuelles du CHSCT soient programmées d'ici la fin de l'année concernant les principaux services impactés par ces opérations, ce à quoi le Président se dit favorable.

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique explique qu'un point complet des mouvements a été interrompu par l'arrivée de la ministre déléguée aux Français de l'étranger, mais que sa finalisation est prévue. Par ailleurs, l'outil informatique permettant de calculer le nombre de m² par agent et par bureau est en cours de domestication, malgré sa complexité.

7.2. – Aménagements et travaux prévus à l'Administration centrale.

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique informe de la cession prochaine des logements de la rue Huysmans, et par conséquent de l'arrêt des travaux de réfection en cours. Il évoque, par ailleurs, les problèmes de chauffage et climatisation de la Halle et du CCM : le système existant sera dédié à la Halle, qui ne subira donc pas de travaux, ceux-ci étant effectués du côté du CCM.

La CFDT constate que les logements de la rue Huysmans ne pourront donc pas être transformés en logements sociaux, et demande les retours financiers d'une telle cession.

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique explique que 60 % du produit de la vente revient au ministère, 20 % à France Domaine, et 20 % au remboursement de la dette.

A la CGT demandant où en était le remboursement par le ministère de l'Écologie de la vente du site de Saint-Germain, l'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique répond qu'une demande d'exonération du ministère de la part de cession dédié au fonds de mutualisation a été formulée pour recouvrer une partie du produit de la vente, et que la réponse de Bercy était attendue.

A la question de la CGT sur la cession du château de la Celle Saint-Cloud, l'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique explique que s'agissant d'un legs, la cession est rendue difficile.

La CGT rappelle que les inconforts et les nuisances du site de la Convention ont donné lieu cette année à une pétition concernant l'insuffisance de chauffage ainsi qu'à une manifestation d'agents le 6 mars 2012 protestant contre leurs conditions de travail. C'est dans le cadre d'une réunion de concertation avec la DGA sur les inconforts et nuisances sur ce site que l'administration a reconnu elle-même les situations d'inconfort qu'elles soient liées à la sécheresse de l'air (engendrant des problèmes lacrymaux) que des températures insuffisantes. La CGT demande un état des lieux des travaux programmés notamment sur les problèmes d'hydrométrie/climatisation/chauffage ainsi que les travaux d'aménagement de la Halle.

A la CGT relayant une question de l'USASCC concernant la dégradation du plafond du site de restauration à Convention, la chef de la MAS lit la réponse par courriel du chef de site, indiquant l'impossibilité d'un nettoyage complet d'une telle hauteur de plafond, mais une cession particulière a été demandée par les équipes de ménage sur les points hauts.

La CGT a été informée que le local aveugle de Convention, évoqué lors du précédent CHSCT, était à nouveau occupé. L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique va vérifier ce point, et confirme qu'il s'agit d'une occupation illégale.

La CGT demande si les conduits de ventilation de la mezzanine à Convention, d'où tombe de la poussière, étaient nettoyés régulièrement. L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique estime qu'un courriel au chef de site est nécessaire, mais que normalement le nettoyage est régulier.

8 – QUESTIONS DIVERSES

8.1. – Demande de télétravail faite par un agent de DSI/PSI/OPT

La CFDT se dit favorable à cette requête, mais demande un débat de fond à l'avenir.

La CGT rejoint la CFDT sur cet accord, et constate que la raison de sa demande provient notamment des conditions de travail dans la Halle.

8.2. – Projet de formation (RH4) spécifique pour les membres du CHSCT

Point traité en 5.2

8.3. – Information sur le nouveau marché de restauration collective

La CFDT demande qui prendra en charge la mise aux normes des locaux.

Le Président répond que les travaux seront pris en charge par le ministère, et qu'ils n'auront pas d'impact sur les usagers.

La CFDT se félicite de l'abandon du « menu malin », et de la facturation à l'unité.

La CGT souhaite que l'amélioration de la qualité soit prise en compte pour une bonne part dans le choix du prestataire, et s'interroge par ailleurs sur l'utilisation de l'espace libéré par la fermeture du restaurant-club.

Elle réaffirme par ailleurs son attachement à une régie directe de la restauration.

Le représentant du Service central des achats explique que le nouveau prestataire sera choisi à 60 % sur la qualité (dont 20 % sur la qualité produit et 10 % sur la qualité des menus), et 40 % sur les prix.

Le Président ajoute que l'ouverture des offres s'effectuera le 24 septembre.

Le représentant du Service central des achats ajoute pour sa part avoir recensé 10 retraits de dossiers, dont 1 par une autre administration, prouvant l'attractivité exemplaire du cahier des charges.

8.4. – Logements de fonction en poste

La CGT rapporte la situation d'un agent en poste à Hong-Kong, et ayant vécu dans un logement de fonction insalubre durant plusieurs mois. Elle demande qui doit enclencher les travaux.

L'adjoint au chef du service des immeubles et de la logistique estime que l'Ambassadeur et le Consul général doivent faire le nécessaire. A sa connaissance, des travaux sont en cours dans la copropriété, et un huissier doit se rendre sur place pour obtenir un dédommagement. Un dégrèvement sur les loyers dus par l'agent a également été suggéré.

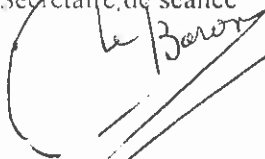
Le Président donne rendez-vous aux organisations syndicales dès le 19 septembre pour une première discussion sur le Document Unique, dont les exemplaires sont à disposition de chacun.

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion est clôturée à 17 h 30.

Yves SAINT-GEOURS
Président



Colette LE BARON
Secrétaire de séance



Elisabeth SROUSSI
Secrétaire adjoint de séance

